



Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2005-2010



-
- Introduction
 - L'ISO et les pays en développement
 - Cinq objectifs clés pour 2010
 - Administration, financement et surveillance
 - La valeur ajoutée de l'ISO

Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2005-2010

« En prenant en compte la dimension du développement, les parties de l'ISO contribuent aux actions de l'ISO visant à aider ses membres de pays en développement à renforcer leurs capacités et leur participation aux travaux de normalisation internationale »



Code d'éthique de l'ISO, juin 2004

Introduction à l'ISO

L'ISO (Organisation internationale de normalisation) est le plus grand concepteur au monde de normes de nature volontaire. L'activité centrale de l'ISO est l'élaboration de normes techniques, mais son domaine d'activité s'étend au domaine des services, des pratiques de management et de l'évaluation de la conformité. Par conséquent, les normes de l'ISO ont un impact économique et social croissant.

Les normes de l'ISO contribuent à faire en sorte que le développement, la fabrication et la fourniture des produits et services soient plus sûrs, plus efficaces et davantage respectueux de l'environnement. Elles facilitent le commerce entre les pays et le rendent plus équitable. Elles donnent aux gouvernements une base technique pour les prescriptions en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Elles aident à transférer les technologies et les bonnes pratiques d'entreprise aux pays en développement. Les normes de l'ISO servent aussi à protéger les consommateurs des produits et services, et les utilisateurs en général – et à leur simplifier la vie.

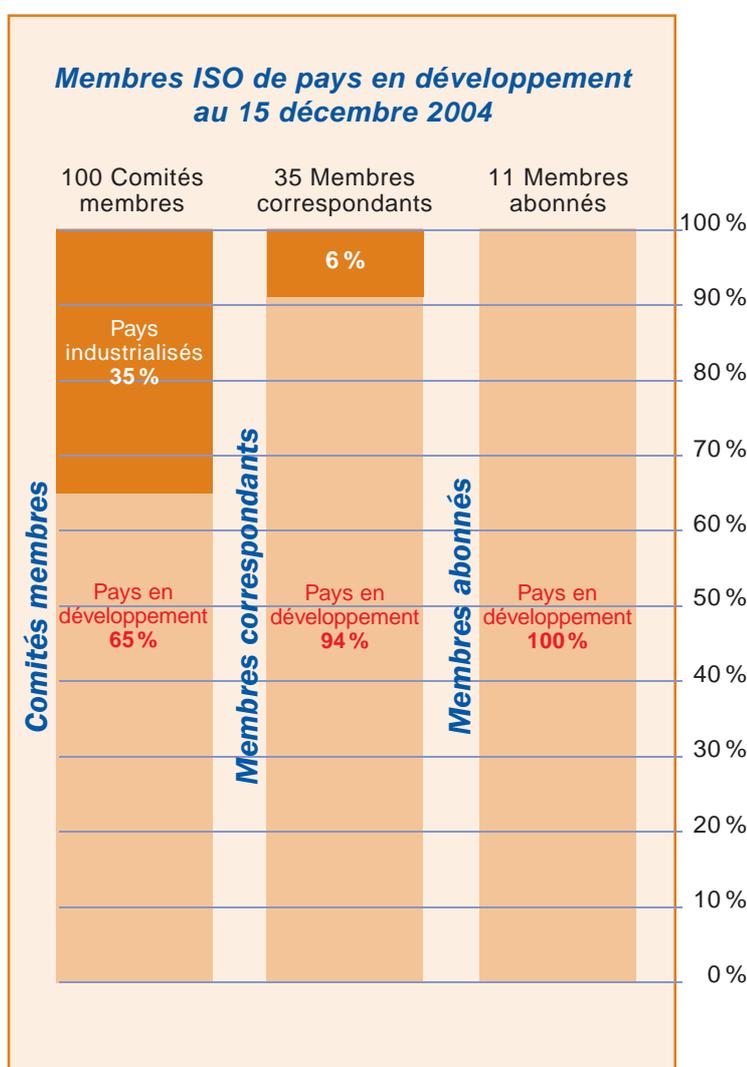
La mondialisation du commerce et de nombreuses autres questions comme la santé, la sécurité ou la protection de l'environnement a considérablement accru l'importance relative des Normes internationales par rapport aux normes nationales et régionales. Dans les pays industrialisés, la majorité des organismes nationaux de normalisation, de même que le secteur privé, consacrent des ressources de plus en plus importantes à l'élaboration et à l'utilisation de Normes internationales, ainsi qu'à leur diffusion auprès des acteurs économiques et à leur mise en application par ces derniers.



L'ISO et les pays en développement

Il est important que les pays en développement aient accès aux Normes internationales et accroissent leur participation à la normalisation internationale et aux activités d'évaluation de la conformité et, par conséquent, bénéficient du transfert de technologies que les normes rendent possible, en adaptant leurs produits et services à des exigences mondiales et en démontrant qu'ils se conforment aux besoins du marché mondial. Il peut en résulter une compétitivité accrue, une augmentation des parts de marché et une augmentation du prix à l'exportation. Il peut aussi en résulter une meilleure capacité de résistance aux importations indésirables de produits de mauvaise qualité ou une compétitivité accrue pour attirer les investissements ou les achats et stimuler l'activité économique. Enfin,

Membres ISO de pays en développement au 15 décembre 2004





Cinq objectifs clés pour 2010

Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** définit les cinq objectifs suivants pour 2010 :

1 *Améliorer la sensibilisation des principales parties prenantes dans les pays en développement au rôle de la normalisation dans la croissance économique, le commerce mondial et le développement durable*

La prise de conscience, par les autorités publiques, l'industrie et les autres acteurs économiques dans les pays en développement, de l'importance des Normes internationales est essentielle pour le développement économique. Cet aspect revêt une importance particulière pour la dissémination des technologies, l'amélioration de la qualité des produits et des services et la promotion des bonnes pratiques d'entreprise et de management. Des campagnes ciblées de sensibilisation visent à renforcer les infrastructures nationales de normalisation et les activités connexes, telles que la métrologie, les essais, la certification et l'accréditation.

2 *Développer les capacités des membres et parties prenantes de l'ISO engagés dans le développement de l'infrastructure de la normalisation et la participation aux travaux de normalisation internationale*

Garantir la mise en application et l'utilisation des Normes internationales, participer activement aux activités de normalisation ayant une importance directe pour l'économie nationale et avoir accès à l'information pertinente exige une infrastructure efficace, des outils appropriés et un personnel qualifié au sein des organismes nationaux et régionaux chargés de la normalisation. Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** cherche à encourager et à aider les pays en développement à identifier leurs priorités et à développer les capacités adéquates pour leur participation active à la normalisation internationale.

cela peut faciliter le développement et l'efficacité des infrastructures, des réseaux et des investissements.

Le développement durable n'est pas un objectif qu'un pays ou une région peut poursuivre isolément. L'importance de la sensibilisation, du renforcement des capacités et de la participation des pays en développement est donc, pour l'ISO, au rang des priorités. Quelque 110 des 146 membres de l'ISO proviennent de pays en développement ou d'économies en transition. Cela a incité l'ISO et ses membres à définir des actions pour aider à améliorer les infrastructures et les capacités de la normalisation dans les pays en développement et à renforcer leur participation dans le cadre de la normalisation internationale et des activités connexes d'évaluation de la conformité.

En septembre 2004, le Conseil de l'ISO a approuvé le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2005-2010**, qui représente la mise en œuvre, pour les pays en développement, du **Plan stratégique de l'ISO 2005-2010** qui décrit la vision globale pour l'Organisation en 2010. Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement 2005-2010** est fondé sur une large consultation des membres de l'ISO et des organisations internationales par le biais de contacts, d'études et de séminaires régionaux.

3 *Accroître la coopération nationale et régionale pour partager les expériences, les ressources, la formation, les technologies de l'information et de la communication*

Les niveaux régionaux et sous-régionaux de coopération en normalisation et questions connexes sont ceux qui se prêtent le mieux au partage des expériences, à l'organisation de la formation, à l'optimisation de la participation à la normalisation internationale et à l'assurance d'une mise en application cohérente des Normes internationales. Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** cherche à favoriser les relations entre organismes de normalisation dans les pays en développement et entre organisations régionales et sous-régionales, ainsi qu'à coordonner le développement des capacités en vue de créer des synergies et de développer des partenariats.

4 *Développer la communication électronique et les compétences dans l'utilisation des outils informatiques afin de participer aux travaux de normalisation internationale, d'atteindre les parties prenantes et de faire un usage efficace des services électroniques de l'ISO*

Atteindre les parties prenantes, accéder à la normalisation internationale et y participer exige l'aptitude à utiliser et à mettre en œuvre la communication électronique et les outils informatiques. Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** vise à aider les membres de l'ISO dans les pays en développement à renforcer leurs infrastructures des technologies de l'information et de la communication et à encourager l'utilisation de la gamme complète des services électroniques et des outils TI développés par l'ISO et mis à la disposition de ses membres.

5 *Accroître la participation à la gestion et aux travaux techniques de l'ISO pour exprimer les priorités, apporter des contributions et influencer sur le contenu technique des produits de l'ISO*

Le cinquième objectif du **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** est d'appuyer la participation des pays en développement aux structures de gestion de l'ISO, au niveau de la définition des politiques et dans les travaux techniques réalisés par les comités techniques, les sous-comités et les groupes de travail de l'ISO. En participant à ces trois niveaux, les pays en déve-

loppement s'assurent que leurs intérêts sont pris en compte et, ce faisant, ils contribuent à renforcer la pertinence globale de l'ISO.

ACTIONS

Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** définit un certain nombre d'actions destinées à mobiliser ses membres, les organisations régionales et les organismes donateurs. Les actions visent à promouvoir la participation des pays en développement à l'ISO, à développer les capacités par le biais de programmes d'assistance technique et à renforcer les interactions aux niveaux régional et international.

Tirer le meilleur parti de la qualité de membre de l'ISO

- impliquer les pays en développement dans les structures de gestion de l'ISO, renforcer le rôle du Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement (DEVCO) et encourager le passage à une catégorie supérieure de membre ;
- fournir une assistance de base aux membres de l'ISO pour l'accès aux informations génériques et aux services électroniques mis à disposition par le Secrétariat central de l'ISO ;
- encourager et améliorer la participation aux travaux techniques de l'ISO.

Fournir une assistance et une formation ciblées

- développer des services et des matériels de formation ciblés ;
- fournir une assistance à l'utilisation et à la mise en application d'outils d'information et de communication.

Impliquer les régions, les organisations internationales et les organismes donateurs

- promouvoir la coopération régionale ;
- favoriser les partenariats avec les organisations internationales et les organismes donateurs.



Financement des projets d'assistance technique

L'ISO n'est pas elle-même un organisme de financement. Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** dépend par conséquent d'une assistance technique et financière reçue de ses membres, d'organismes internationaux d'aide et de développement, de gouvernements et d'organisations donatrices impliquées dans l'assistance aux pays en développement.

Les donations par des membres de l'ISO de pays industrialisés et en développement constituent les Fonds en dépôt pour la mise en oeuvre du **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement**. Les contributions de sources extérieures à l'ISO sont utilisées pour financer des projets spécifiques convenus conjointement par l'ISO, le donateur et les bénéficiaires.

Les projets d'assistance technique réalisés dans le cadre du **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** sont conçus de façon à ce que les organismes donateurs puissent appliquer leurs propres priorités en ce qui concerne le type d'assistance offert et en fonction des régions ou groupes de pays présentant pour eux un intérêt particulier.



Administration du Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement

Le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** est administré par le service *Programmes de développement et de formation (DEVT)* au Secrétariat central de l'ISO à Genève, Suisse.

Un certain nombre de principes sont appliqués pour sélectionner les projets d'assistance technique et décider de la priorité à leur donner en suivant une démarche :

axée sur les objectifs : livrer une assistance technique conforme aux objectifs énoncés dans le **Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement** ;

axée sur des sujets précis : répondre aux exigences et aux besoins exprimés par les membres de l'ISO dans les pays en développement ;

axée sur la prestation : fournir des produits d'assistance technique de haut niveau, organisés sous forme de projets et utilisant les méthodes de livraison les mieux adaptées ;

axée sur une bonne répartition géographique : faire bénéficier d'une manière équitable, à terme, tous les membres de l'ISO dans les pays en développement et les huit régions de liaison de l'ISO.



Surveillance du Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement

Le [Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement](#) est surveillé par le Comité de l'ISO pour les questions relatives aux pays en développement (DEVCO) et par son Groupe consultatif du Président (CAG). 117 membres de l'ISO des pays développés et en développement sont membres du DEVCO. Le DEVCO se réunit annuellement et, outre son rôle de surveillance, offre une enceinte internationale pour l'examen de tous les aspects de la normalisation et des activités connexes dans les pays en développement.

Le CAG du DEVCO compte neuf membres, dont les deux tiers sont des membres de pays en développement et un tiers des membres de pays développés. Le CAG se réunit deux fois par an et assiste le DEVCO dans la surveillance de la mise en œuvre du [Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement](#).

Pour surveiller les progrès et évaluer l'efficacité des projets d'assistance technique, le DEVCO et son Groupe consultatif du Président utilisent plusieurs indicateurs clés de performance. Ces indicateurs mesurent la participation des pays en développement, l'édification des capacités et l'impact général du [Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement](#).

Les produits

Les activités d'assistance technique et de formation découlant du [Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement](#) répondent à une grande diversité de besoins et de demandes reçues des membres de l'ISO dans les pays en développement et de leurs parties prenantes. Ces produits prennent la forme de séminaires, journées d'étude, cours de formation, formation en ligne, parrainages, soutien en matière de TIC (technologies de l'information et de la communication) et programmes de formation des formateurs dans tous les aspects de la normalisation et des activités connexes, dont voici certains exemples :

Rôle des normes dans le développement économique

Sensibiliser au rôle des infrastructures nationales de la normalisation et de l'évaluation de la conformité dans le développement économique et la promotion du commerce mondial. Cette activité a en particulier pour but de mobiliser les ressources pour l'élaboration des normes.

Soutien en matière de TIC

Évaluation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les membres de l'ISO dans les pays en développement ainsi qu'aux niveaux sous-régional et régional ; prestation de services-conseil, fourniture d'équipement, de logiciel et de matériel de formation pour développer les infrastructures TIC.

Participation des pays en développement à la normalisation internationale

Fourniture de conseils et d'un soutien aux pays en développement sur les avantages de la participation aux travaux techniques de l'ISO ; formation de cadres de pays en développement à la prise en charge de fonctions de secrétaire de comité technique de l'ISO.

Services de formation à l'élaboration des normes

Services de formation offerts aux membres de l'ISO et centrés sur le transfert de connaissances et le perfectionnement des compétences nécessaires pour traiter des exigences associées à l'élaboration, à la production et à la diffusion des Normes internationales ; cours de formation et formation en ligne dispensés par des experts du Secrétariat central de l'ISO.

Évaluation de la conformité et bonnes pratiques réglementaires

Formation et information sur les lignes directrices pour améliorer les infrastructures nationales de l'évaluation de la conformité et faciliter la reconnaissance mutuelle des résultats de l'évaluation de la conformité entre les nations. Formation et sensibilisation aux bonnes pratiques réglementaires et à l'utilisation des normes en se concentrant sur l'amélioration des règlements techniques afin de livrer les résultats nécessaires pour les politiques publiques.

Systèmes de management

Formation et information approfondies sur les avantages et les conditions de la mise en œuvre des systèmes de management ISO relatifs à la qualité et à l'environnement et dans un éventail de secteurs incluant les produits alimentaires, la santé, le tourisme et la construction automobile.

Responsabilité sociale et protection du consommateur

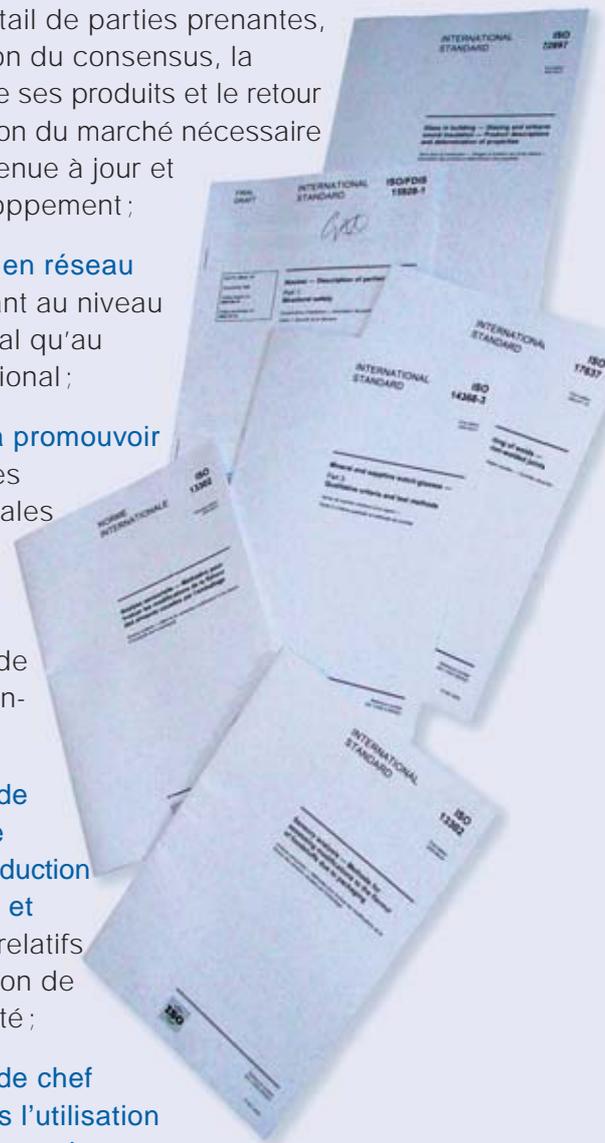
Formation et sensibilisation aux initiatives de l'ISO dans le domaine de la responsabilité sociale et au rôle des consommateurs dans le processus d'élaboration des normes.



La valeur ajoutée de l'ISO

La valeur ajoutée de l'ISO est basée sur :

- une **expérience acquise** reconnue dans l'édification d'un consensus international ;
- une **marque** et une **large reconnaissance** sur la scène mondiale ;
- un **champ d'application diversifié**, une gamme étendue de produits et une cohérence intersectorielle ;
- une **base solide** constituée de membres nationaux, qui garantit, par l'engagement d'un large éventail de parties prenantes, l'adéquation du consensus, la diffusion de ses produits et le retour d'information du marché nécessaire pour leur tenue à jour et leur développement ;
- son **travail en réseau** extensif, tant au niveau international qu'au niveau régional ;
- l'**aptitude à promouvoir** des Normes internationales pour contribuer à la mise en œuvre de la réglementation ;
- sa **qualité de chef de file dans la production de normes et de guides** relatifs à l'évaluation de la conformité ;
- sa **qualité de chef de file dans l'utilisation d'outils informatiques** pour la production et la diffusion des normes..





Secrétariat central de l'ISO

1, rue de Varembé
Case postale 56
CH-1211 Genève 20
Suisse

Tél. + 41 22 749 01 11
Fax + 41 22 733 34 30
E-mail central@iso.org
Web www.iso.org

ISBN 92-67-20398-3
© ISO, 2004-12/500